

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 18/09/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/08/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **KNAUF CEILING SOLUTIONS SAS**

67 rue des Salins. BP89  
25300 Pontarlier

Références : UID257090/SPR/YR/SB 2023 0918G  
Code AIOT : 0005900536

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/08/2023 dans l'établissement KNAUF CEILING SOLUTIONS SAS implanté 67 RUE DE SALINS 25302 PONTARLIER CEDEX 25300 Pontarlier. L'inspection a été annoncée le 28/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection se place dans le cadre de l'action sécheresse. La société KNAUF fait partie des plus gros consommateurs d'eau de la région avec une consommation annuelle supérieure à 150 000 m3.

Lors de l'inspection, le département du Doubs était en situation d'alerte depuis le 23 juin 2023.

La zone de la Haute Chaîne définie dans l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 12 juin 2023 est passée en situation de crise depuis le 31 août 2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KNAUF CEILING SOLUTIONS SAS
- 67 RUE DE SALINS 25302 PONTARLIER CEDEX 25300 Pontarlier
- Code AIOT : 0005900536
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'usine KNAUF CEILING SOLUTIONS de Pontarlier appartenait au groupe Armstrong avant d'être rachetée par KNAUF en 2019. Elle emploie environ 200 personnes sur le site de Pontarlier dont 130 opérateurs. Elle fabrique des dalles de plafonds notamment à base de laine de roche qu'elle fabrique, et de laine de verre qu'elle recycle. L'arrêté préfectoral l'autorise à fabriquer jusqu'à 15 millions de m<sup>2</sup> de dalles isolantes et à utiliser au maximum 20l d'eau par m<sup>2</sup> de dalles produites.

Le site est divisé en 3 parties principales :

- un cubilot d'une capacité de 45 000 t pour la fabrication de la pâte (chauffage du laitier + autres composants à 1500°C),
- une chaîne humide,
- une chaîne de finition.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- sécheresse

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...
-

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Exclusion à l'AM du 30/06/2023	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	/	Sans objet
2	Informations à tenir à disposition	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4	/	Sans objet
3	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article 6.2	/	Sans objet
4	Dérogation	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3	/	Sans objet
5	Réduction des prélèvements/consommations	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3	/	Sans objet
6	Registre	Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 05/10/2018, article 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Exclusion à l'AM du 30/06/2023**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau – sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 : 1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;</li><li>- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;</li><li>- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;</li><li>- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;</li><li>- production, distribution et cogénération d'électricité ;</li><li>- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;</li><li>- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;</li><li>- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;</li><li>- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;</li></ul> 2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ; 3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ; 4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.
<b>Constats :</b> La quantité d'eau recyclée utilisée dans le process est d'environ 5 600 m <sup>3</sup> /j en moyenne pour un prélèvement d'eau de 650 m <sup>3</sup> /j soit un taux de recyclage de près de 90 %.  L'installation est donc concernée par le point 3° et l'exploitant n'est pas soumis aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30/06/2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Informations à tenir à disposition**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau – sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet

**Prescription contrôlée:**

I. - L'exploitant tient à jour à la disposition de l'inspection des installations classées :

1° La liste des milieux de prélèvement et de rejet, des volumes d'eau prélevés, rejetés et consommés associés à chaque milieu de prélèvement et de rejet, direct ou indirect, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces volumes sont renseignés hebdomadairement si le débit total prélevé dépasse 100 mètres cubes par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Des synthèses trimestrielles et annuelles de ces informations sont réalisées ;

2° Le volume de référence mentionné au II de l'article 2 et les éléments permettant de le calculer et de le justifier ;

3° Le cas échéant, le volume d'eau moyen journalier, détaillé par type d'usages, nécessaires à la sécurité et à l'intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l'incendie, ainsi qu'aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de santé publique et animale, de salubrité publique, de protection des biens et des personnes et l'alimentation en eau potable de la population ;

4° Le cas échéant, la procédure de sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau mentionnée à l'article 2 ;

5° Le cas échéant, les justificatifs attestant des réductions du prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018, ou d'utilisation d'au moins 20 % d'eaux réutilisées mentionnées à l'article 3 ;

6° La liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les volumes prélevés ou consommés et les volumes économisés correspondants, chaque année, depuis le 1er janvier 2018.

II. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 2°, 3°, 4° et 5° au plus tard trois jours après le déclenchement d'un niveau de gravité ou, s'il est déjà en période de sécheresse, trois jours après l'entrée en vigueur du présent d'arrêté.

Ces éléments ne sont à établir que si l'exploitant est soumis aux dispositions de l'article 2.

III. - L'exploitant établit les éléments mentionnés aux 1° et 6° au plus tard trois mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Ces éléments sont à établir par tous les exploitants mentionnés au I de l'article 1er.

Les exploitants qui ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 tiennent également à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs en attestant pour les installations concernées.

**Constats :** L'exploitant a présenté les différents éléments mentionnés à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023. Ces éléments sont en partie repris dans les points suivants.

Les prélèvements en eau proviennent soit du réseau communal, soit d'un prélèvement dans la nappe à partir d'un puits situé à l'entrée du site. Le prélèvement dans le réseau communal représente environ 4 % de la consommation d'eau du site de KNAUF, ce prélèvement est utilisé pour les besoins sanitaires du site.

Le prélèvement dans la nappe représente environ 96 % de la consommation du site. L'eau prélevée dans la nappe est utilisée dans les différents process de l'installation répartie de la manière suivante : 7 % pour la production de laine minérale (cubilot), 82 % pour la chaîne humide (fabrication des dalles) et 11 % pour l'atelier de finition.

Le volume de référence est de 4550 m<sup>3</sup> par semaine soit 650 m<sup>3</sup>/j.

La quantité d'eau rejetée dans la STEP communale est en moyenne de 350 m<sup>3</sup>/j.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Dérogation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article 6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Tout usager a la possibilité de solliciter auprès du préfet de son département une adaptation aux mesures de restriction des usages de l'eau lorsque le seuil de crise est constaté. Cette demande ne peut concerner que les usages interdits. La demande s'accompagnera a minima de l'explicitation de l'usage concerné, la ressource utilisée, une estimation du volume nécessaire, la période d'utilisation et la justification de la demande. Les demandes de dérogations sont à adresser au service de police de l'eau de la DDT (ddt-guichet-eau@doubs.gouv.fr). En cas d'accord, la décision sous forme d'arrêté sera notifiée à l'intéressé et à la mairie concernée et devra être présentée en cas de contrôle. Cet arrêté pourra être contesté devant le tribunal administratif de Besançon. Un bilan des consommations pourra être demandé au bénéficiaire de la dérogation. Un formulaire de demande de dérogation est mis à disposition sur le site internet des services de l'État (annexe 5).
<b>Constats :</b> La consommation d'eau hebdomadaire a été réduite de 47 % en moyenne par rapport à la consommation d'eau hebdomadaire de référence (voir points suivants), la société KNAUF n'est ainsi pas concernée par une demande de dérogation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Dérogation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des disposition quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliquent. Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs procédés permettent de réduire au minimum les besoins en eau. Les restrictions ne s'appliquent pas aux usages rendus strictement nécessaires par un impératif sanitaire ou lié à la salubrité publique.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne dispose pas d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Réduction des prélèvements/consommations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m<sup>3</sup> par an :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- en niveau d'alerte, réduction des consommations de 10 % par rapport à la moyenne hebdomadaire.</li><li>- en niveau d'alerte renforcée et en niveau de crise, réduction des consommations de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire ;</li><li>- en niveau de crise, priorisation des usages au cas par cas pouvant conduire à des réductions supplémentaires ou l'arrêt des prélèvements.</li></ul> <p>Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées (exemple d'opération de nettoyage à grande eau).</p>
<p><b>Constats :</b> En application de l'arrêté préfectoral du 23 juin 2023 portant restriction des usages de l'eau, le département du Doubs est passé en niveau d'alerte (situation lors de l'inspection).</p> <p>La consommation hebdomadaire de référence est de 4 550 m<sup>3</sup> soit une consommation journalière moyenne de 650 m<sup>3</sup>/j.</p> <p>La consommation d'eau moyenne hebdomadaire depuis le passage en niveau d'alerte est de 2 590 m<sup>3</sup> soit une diminution d'environ 40 % par rapport à la consommation de référence. Il est à signaler que l'installation fait face à une baisse d'activité depuis le mois de mars 2023 et que des périodes d'arrêt de l'installation sont réalisées régulièrement.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'un point était réalisé quotidiennement sur les prélèvements en eau et la consommation d'eau par m<sup>2</sup> de dalles produites (La consommation d'eau étant directement liée au nombre de m<sup>2</sup> de dalles produites). Une information sur la sécheresse est également transmise à l'ensemble du personnel via des écrans de communication.</p> <p>En application de l'arrêté préfectoral du 31 août 2023 portant restriction des usages de l'eau, le bassin versant de la Haute Chaîne est passé en niveau de crise. L'exploitant doit ainsi réduire sa consommation de 20 % par rapport à la moyenne hebdomadaire depuis cette date.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 6 : Registre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/06/2023, article Annexe 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvements
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée:</b> Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m <sup>3</sup> par an : <ul style="list-style-type: none"><li>- en niveau d'alerte, registre hebdomadaire mis à disposition des services de contrôle</li><li>- en niveau d'alerte renforcée et en niveau de crise, registre quotidien pour tout prélèvement et/ou consommation supérieur à 100 m<sup>3</sup>/j mis à disposition des services de contrôle.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le registre des consommations d'eau quotidiennes a été présenté lors de l'inspection. Un relevé sur le compteur d'alimentation à partir du réseau AEP et sur le puits de captage dans la nappe sont réalisés quotidiennement. Un relevé du niveau de la hauteur d'eau de la nappe dans le forage de KNAUF est également réalisé régulièrement.  Un bilan des consommation et des rejets d'eau hebdomadaire et mensuel a également été présenté.  Pour l'année 2022, la consommation d'eau totale était de 187 798 m <sup>3</sup> . Sur les 7 premiers mois de l'année 2022, la consommation était de 118 344 m <sup>3</sup> , alors que la consommation sur les 7 premiers mois de l'année 2023 a été de 74 658 m <sup>3</sup> soit une diminution de 37 %. Cette diminution étant en grande partie liée à la baisse d'activité du site de Pontarlier, la consommation d'eau était liée au niveau d'activité de la société KNAUF.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Prélèvement d'eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/10/2018, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consommation d'eau en période de crise
<b>Point de contrôle déjà contrôlé:</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées. Les dispositifs totaliseurs sont entretenus et vérifiés périodiquement. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, doivent respecter le ratio suivant : 20 litres par mètre carré produit.</p>
<p><b>Constats :</b> Comme indiqué au point précédent, un relevé quotidien des prélèvements d'eau sur le réseau et dans la nappe est réalisé. Ces résultats sont portés sur un registre qui a été présenté lors de l'inspection.</p> <p>Les prélèvements d'eau dans le milieu respectent le ratio de 20 litres par mètre carré produit. Sur les 7 premiers mois de l'année 2022 le ratio était de 15.8 l/m<sup>2</sup>.</p> <p>L'exploitant a également présenté sur plan d'action pour réduire ses prélèvements d'eau, l'objectif du groupe KNAUF étant une diminution de la consommation d'eau de 2 % par an.</p> <p>En août 2023, un essai pour une nouvelle vanne sur un hydrocyclone a été réalisé avec une diminution de la consommation d'eau de 5 m<sup>3</sup>/j. En septembre 2023, des essais devraient être réalisés sur les rinceurs de toile avec une économie potentielle de 20 m<sup>3</sup>/j.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet